

**Union européenne - Attractivité -
États-Unis - Climat - Lutte contre le
terrorisme - Migrations - Entretien
de M. Emmanuel Macron, président
de la République, avec «Ouest
France» - extraits
(Paris, 13 juillet 2017)**

Q - Quelle est votre conception de l'Europe ?

R - L'Europe est d'ores et déjà à plusieurs vitesses. Le statu quo ce serait d'accepter une Europe de plus en plus bureaucratique, qui n'explique plus aux citoyens où elle veut les emmener et qui fonctionne, telle une machine, plus qu'elle n'unit. Mon obsession est de revenir à la racine : l'Europe a été fondée sur une promesse de paix, de progrès, de prospérité.

Il faut aujourd'hui un projet qui puisse renouer cette promesse : une Europe qui inspire davantage, un processus de conventions démocratiques que je veux lancer dès l'hiver prochain, que l'on bâtit sur des sujets de culture et d'éducation, une Europe qui protège face à la mondialisation et qui prépare un nouveau modèle de société et de croissance. Il faudra à un moment des changements de traités, parce que cette Europe est incomplète ; la question n'est pas de savoir si ces changements seront nécessaires, mais quand et comment.

Q - Vous êtes pour un président de la zone euro. Qui aurait un droit de regard sur nos choix budgétaires nationaux ?

R - Je veux que la zone euro ait plus de cohérence, de convergence. Elle ne fonctionne pas bien parce qu'elle a nourri les divergences. Ceux qui étaient déjà endettés se sont retrouvés plus endettés. Ceux qui étaient compétitifs se sont retrouvés plus compétitifs.

Il y a des gagnants : l'Allemagne en fait partie parce qu'elle a su faire les réformes et je salue les efforts qu'elle a faits. Mais l'Allemagne bénéficie aussi des dysfonctionnements de la zone euro. Cette situation n'est pas saine parce qu'elle n'est pas durable.

Q - C'est-à-dire les distorsions de concurrence...

R - Non pour mutualiser les dettes passées, mais il s'agit plutôt de marier la convergence et les solidarités au sein de l'Union européenne et de la zone euro pour mettre en place des mécanismes de solidarité plus puissants pour l'avenir. C'est la clé d'une union durable.

En France, s'il n'y avait aucun transfert entre l'Ile-de-France et les départements ruraux, l'unité nationale ne tiendrait pas longtemps. Pour cela, il faut un budget, un gouvernement qui décide de l'allocation de ce budget et un contrôle démocratique qui n'existe pas aujourd'hui.

Q - Faut-il reprocher à l'Allemagne d'être performante ou créer les conditions pour que le reste de l'Europe gagne en compétitivité ?

R - Jamais je n'ai reproché à l'Allemagne d'être compétitive. Mais une partie de la compétitivité allemande est due aux dysfonctionnements de la zone euro, à la faiblesse d'autres économies. Car la compétitivité est un concept relatif : on est compétitif par rapport à ses voisins.

L'Allemagne a formidablement réformé, elle dispose d'une économie solide, mais qui a des fragilités démographiques, des déséquilibres économiques et commerciaux avec ses voisins et des responsabilités partagées pour donner à la zone euro le destin qu'elle mérite. Elle doit bouger, comme la France doit bouger.

Q - L'Allemagne doit faire quoi ?

R - Elle doit accompagner une relance de l'investissement public et privé en Europe. Je n'ai pas de leçons à donner ; mais nous devons trouver quel est le bon scénario sur le plan macroéconomique. Je suis d'ailleurs frappé de voir combien la Chancelière a conscience que la réussite allemande passe par la réussite européenne.

Q - L'Allemagne ne prendra la France au sérieux qu'au prix de réformes importantes. Quelles preuves de confiance est-vous en mesure de lui donner aujourd'hui ?

R - Je ne raisonne pas en termes de gages à donner à tel ou tel. Mais je raisonne en termes d'efficacité et de crédibilité pour notre pays. En mettant en oeuvre sans attendre les promesses de campagne, je pense que nous sommes au rendez-vous de nos obligations. La France doit réformer son économie pour lui donner plus de vigueur. Nous avons le double défi de la compétitivité et de l'égalité.

(...)

Q - Aujourd'hui se tient un conseil franco-allemand. Sur tous ces sujets, est-ce qu'il y a des avancées à attendre ?

R - Ce sera pour moi le premier conseil franco-allemand, le seul avant les élections allemandes et je veux, avec la Chancelière, construire des projets ambitieux et concrets, avec une ligne claire. Nous allons rouvrir les 1200 classes bi-langues et améliorer la place de l'allemand dans notre système éducatif. L'enseignement de l'allemand va atteindre un niveau qu'il n'a jamais connu.

L'Allemagne s'engage aussi sur l'apprentissage du français. Nous allons définir pour les prochains mois un agenda éducatif et culturel.

Q - Une sorte d'Erasmus culturel ?

R - Pour l'automne, nous allons préparer, en effet, un Erasmus de la culture et de l'apprentissage. Erasmus est la traduction même de l'Europe qui unit les hommes et c'est ce dont on a besoin.

Q - La directive «travailleurs détachés» ?

R - En Europe, il doit y avoir la protection et l'ambition. La réforme de cette directive, on va en parler, je passerai une partie de l'été à aller voir nos partenaires et l'Allemagne est à nos côtés dans cette bataille. Le conseil d'aujourd'hui est l'occasion de souligner cette unité.

Q - Mais ils bloquent !

R - On était sur des incompréhensions. On s'est donné, pour fin août, l'objectif d'arriver à des convergences et nous aurons, à l'automne, à préciser cette nouvelle copie portée dans le cadre de la présidence estonienne de l'Union européenne.

Q - Des décisions d'investissement ?

R - Oui, notamment dans le numérique avec un fonds d'investissements d'un milliard d'euros. Avec des appels à projets, avec les Allemands, pour attirer des chercheurs dans le cadre de l'initiative «Make our planet great again». Avec aussi le lancement d'un programme conjoint sur les nanotechnologies et les batteries.

Q - Vous parlez beaucoup d'environnement. Pourtant, il y a un recul sur les perturbateurs endocriniens ?

R - Les bonnes âmes refusent de se salir les mains ! On ne peut pas avoir raison tout seul et décider pour les autres ! Donc, oui, il y a des résistances. Nicolas Hulot s'est battu pour porter en Europe une vision ambitieuse sur les perturbateurs endocriniens, notre vision. Nous n'avons pas la majorité. Est-ce qu'il fallait dire que le compromis ne valait rien, qu'il ne permettait pas d'avancer ?

L'accord obtenu est meilleur que la situation actuelle, grâce à l'action de la France, il permet d'interdire des substances nocives ou risquées. Il étend le champ des substances couvertes, il engage un programme de recherche communautaire en la matière. Nous l'avons donc soutenu

dans l'intérêt des Français. Tout en disant que nous irons plus loin, avec une clause de rendez-vous et des mesures nationales complémentaires.

Q - Et sur la taxation des transactions financières ?

R - La taxe française a été votée par la majorité précédente, de manière démagogique s'agissant des transactions «intraday», en sachant que c'était infaisable. Si vous la faites seul, il n'y a plus de transactions chez vous ! Il n'y a plus une entreprise française cotée en France ! Au niveau européen, j'ai dit que j'irai au bout. Je ne recule en rien sur ce sujet.

Il faut en même temps, une articulation avec l'accès des Britanniques à nos marchés financiers dans le cadre du Brexit. Sinon, si toutes vos entreprises peuvent aller opérer depuis Londres, qui se lancera dans le dumping fiscal, avec les mêmes droits qu'à Paris ou à Francfort, elles vont toutes partir. Je veux la TTF. Je veux une TTF qui s'applique dans un espace cohérent, qui ait un sens et qui soit efficace.

Q - Les scènes de violence au sommet de Hambourg ont marqué les esprits. Ce sommet a été difficile ?

R - Nous avons eu un sommet difficile parce qu'il y a de vraies divergences dans le concert des nations ; il ne faut pas les masquer. Nous vivons une époque grave.

Je veux saluer le travail de la Chancelière qui a tout fait pour aboutir. Elle a fait le maximum de ce qu'elle pouvait faire. Je salue sa volonté d'unité et sa force de conviction. Je veux aussi avoir un mot pour Olaf Scholz, le maire de Hambourg, qui est attaqué de manière injuste. Je le connais depuis plusieurs années. C'est un grand maire de Hambourg et il a très courageusement accueilli ce G 20. On a tort de le critiquer car on donne raison aux casseurs.

Q - Un sommet difficile car le monde est en crise...

R - Des défis mondiaux se posent à nous : terrorisme, climat, insécurité au Proche et Moyen Orient et en Afrique, crise avec la Corée du Nord ou en Ukraine, instabilités dans des pays tels que le Venezuela. On assiste à l'émergence de puissances qui ne partagent pas nos valeurs mais à qui nous devons parler, comme la Chine et la Russie.

Et le monde occidental se fissure depuis l'élection américaine. Les États-Unis expriment un doute sur le multilatéralisme, sur l'ONU, l'OMC et le climat. L'ordre du monde de 1945, recomposé suite à la chute du mur de Berlin, est aujourd'hui en crise. Nous vivons la révélation de ce qu'est le monde né de la chute du mur de Berlin. Dans ce contexte, l'Europe est une nécessité absolue !

Q - Qu'est-ce qu'apporte l'Europe ?

R - Nous sommes le seul espace géographique aujourd'hui qui ait la capacité de la puissance, défende les valeurs démocratiques et de liberté, soit en même temps un rapport à l'égalité et aux équilibres sociaux, et qui protège les biens communs de la planète, le climat, l'éducation pour tous.

Q - L'Europe peut-elle encore compter sur les États-Unis ?

R - Nous avons besoin des États-Unis d'Amérique. Les États-Unis ont marqué un désaccord sur le climat. Je le regrette, je le combats, avec beaucoup de force. Je ferai tout pour convaincre les villes, les États fédérés, les entrepreneurs américains de nous suivre. Les Américains seront de fait dans l'accord de Paris, que l'État fédéral le veuille ou non, grâce à cette mobilisation locale très forte.

Nous avons des différends sur le commerce. Une tentation protectionniste renaît aux États-Unis. Je souhaite qu'on défende le libre et juste commerce. Le protectionnisme est une erreur, c'est le frère jumeau du nationalisme et cela conduit à la guerre. Nous avons un différend mais on peut trouver des espaces communs pour lutter contre les pratiques inacceptables comme le dumping.

Q - Autre espace commun : la défense et la sécurité.

R - Nous avons en effet un point de convergence qui est essentiel : la lutte contre le terrorisme et la protection de nos intérêts vitaux. Que ce soit au Proche ou Moyen Orient et en Afrique, notre coopération avec les États-Unis est exemplaire. Ce sont nos premiers partenaires en termes de renseignement, en termes de coopération militaire, en termes de lutte conjointe contre le terrorisme. C'est aussi un partenaire historique.

C'est pour cela que j'ai invité Donald Trump pour le 14 juillet, pour célébrer l'entrée en guerre à nos côtés des troupes américaines il y a 100 ans, leur rendre hommage et célébrer une relation qui est incontournable dans le domaine de la sécurité.

Q - Faut-il suivre les Américains dans l'augmentation des dépenses de défense ?

R - Nous avons besoin de nous protéger. J'ai pris l'engagement, à l'horizon 2025, d'investir 2% de notre PIB en matière de défense. À un moment où on fait des économies nécessaires, nous maintiendrons un budget ambitieux pour notre défense. La France porte une grande part de la protection européenne, que ce soit par sa participation à la coalition, que ce soit dans le Sahel.

On l'oublie trop souvent dans les débats européens, la France protège l'Europe, dans beaucoup d'endroits. Le fonds européen de défense permettra d'avancer sur des projets communs, des projets industriels, des achats, par exemple-des drones.

Q - Qu'attendez-vous de l'Allemagne ?

R - L'Allemagne n'a pas les mêmes capacités d'intervention opérationnelles mais elle peut tout à fait soutenir l'effort européen. Ce n'est pas à moi de dire si l'Allemagne doit faire plus. Mais je pense que nous sommes dans un monde d'insécurité croissante. Considérer que nous pouvons vivre sous l'ombre de quelqu'un d'autre est naïf et la chancelière le dit clairement. Nous devons, nous les Européens, prendre toutes nos responsabilités.

Q - Que doit faire l'Europe ?

R - Nous devons développer ce qu'on appelle «la coopération structurée» en matière de défense, c'est-à-dire un ensemble d'engagements plus forts en matière de dépenses, de capacités, de missions extérieures. Le dernier Conseil européen a permis d'avancer rapidement.

Nous allons définir des conditions d'entrée dans cette coopération exigeante, que nous allons ouvrir à des partenaires européens comme l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas et tous ceux qui voudront participer à cette initiative. Et nous devons oeuvrer tout autant en matière de développement. Je l'ai dit à Gao il y a quelques semaines et il y a une dizaine de jours à Bamako pour le G5 Sahel. Investir en matière de sécurité n'est pas suffisant si nous ne développons pas ces régions en parallèle.

Q - C'est l'objectif de l'Alliance pour le Sahel ?

R - Nous allons lancer ce jeudi avec la Chancelière, l'Alliance pour le Sahel. Il s'agit de regrouper nos initiatives communes en matière de développement, de les ouvrir à tous nos partenaires européens. Nous étions trop fragmentés dans nos interventions, nos interlocuteurs étaient trop étatiques. Nous allons financer des projets, sur le terrain, ensemble. L'Alliance pour le Sahel, c'est le pilier du développement qui vient compléter notre pilier de défense commune.

Q - Le projet Borloo d'électrification de l'Afrique va dans ce sens ?

R - C'est un projet complémentaire. Les projets d'électrification et d'équipements structurent les initiatives de développement. Mais nous devons aussi investir dans la santé, dans l'éducation, dans l'accompagnement des transitions démocratiques.

Q - Comment répondre au défi démographique ?

R - Le sujet démographique est un vrai sujet dans le Sahel, c'est l'un des défis de cette zone et ce serait une erreur de le nier. Le Sahel fait face à une situation de guerre. Il y a une dérive qui existe avec des mouvements djihadistes et fondamentalistes qui exploitent la misère. Il faut soutenir les gouvernements dans leurs efforts visant à l'émergence des droits des femmes et à l'interdiction des mariages forcés. Il faut accompagner ces pays avec une vraie politique

d'éducation et de planning familial.

Q - La bataille contre le terrorisme se joue aussi à Raqqa, là où se trouvent beaucoup de djihadistes français...

R - La bataille est engagée dans tous les théâtres d'opérations pour éradiquer en totalité le terrorisme islamiste. Quels que soient les djihadistes, ou leur pays d'origine, nous les éradiquerons. Les terroristes ont tué nos enfants, semé la terreur dans nos pays. Ils veulent la chute de notre civilisation et doivent être combattus.

Q - En pleine crise migratoire, l'Italie est submergée. Que peut faire l'Europe ?

R - Il faut un discours de vérité, une exigence d'humanité et une efficacité de l'action. Ce qui se passe sur les côtes italiennes n'est que de manière minoritaire une question de réfugiés. C'est un problème de grande migration avant tout économique. L'Allemagne a connu en 2015, un afflux de réfugiés. Il y a aujourd'hui sur les rives de la Méditerranée un État failli, la Libye.

Nous allons prendre la tête dans quelques semaines d'une série d'initiatives diplomatiques concrètes pour essayer de reconstruire la stabilité Libyenne. Nous avons besoin d'un état libyen qui tienne ses frontières, sinon nous ne résoudrons pas cette crise.

Q - Que vont devenir ceux qui se massent en Italie ?

R - La plupart de ceux qui arrivent sur les côtes italiennes sont des migrants économiques, ce ne sont pas des réfugiés. Le devoir de l'Europe et de la France est d'accueillir les réfugiés politiques. Jamais je n'accepterai les discours de rejet. Les réfugiés politiques sont des combattants de la liberté. Les réfugiés politiques seront accueillis en France, ils seront traités de manière humaine et intégrés.

Mais pour autant, ça n'est pas l'ouverture de toutes les portes. On ne peut pas accueillir toutes les femmes et tous les hommes qui viennent de pays qui ne sont pas en guerre ou en situation de risque politique majeur. Cela contribuerait à alimenter toujours plus de trafics.

Q - Quelles initiatives allez-vous prendre ?

R - Nous devons savoir qui est réfugié, et qui est migrant économique. On accueillera les réfugiés et je veux que la France soit à la hauteur de ce qui est attendu d'elle. La dignité et l'humanité seront pour moi des priorités. Le plan annoncé par la France hier vise à déconcentrer le traitement administratif des procédures d'asile pour les femmes et les hommes qui arrivent et sont dans le dénuement.

Je ne veux plus de gens dans la rue. Je veux un traitement en termes d'hébergement d'urgence

qui soit à la hauteur de notre pays. Il faut ensuite des délais administratifs très rapides. Et il faut raccompagner dans leur pays d'origine des migrants qui n'ont rien à voir avec l'asile.

Nous allons raccourcir drastiquement les délais. Pour ceux qui demandent l'asile, les délais d'instruction de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) seront réduits à deux mois. Les délais tout compris, procédure de recours incluse, seront limités à six mois. Un projet de loi sera présenté en septembre prochain par le gouvernement à cette fin. C'est ainsi que nous serons efficaces et humains./.